

INTERNATIONALE DE  
L'ÉDUCATION RÉGION AFRIQUE



Octobre 2020

# COVID-19 et Education : Comment les syndicats de l'éducation en Afrique réagissent

Résumé de la recherche menée par  
Steve Nwokeocha, Directeur Exécutif Fédération  
Africaine des Agences de Régulation  
de l'Enseignement (AFTRA)



Education Internationale  
Internationale de l'Éducation  
Internacional de la Educación  
Bildungsinternationale

**INTERNATIONALE DE L'ÉDUCATION  
RÉGION AFRIQUE**

# COVID-19 et Éducation : Comment les syndicats de l'éducation en Afrique réagissent

Résumé de la recherche menée par Steve Nwokeocha,  
Directeur Exécutif Fédération Africaine des Agences  
de Régulation de l'Enseignement (AFTRA)

La pandémie de la COVID-19 a eu un impact considérable sur les systèmes éducatifs en Afrique et dans le monde entier. Cette recherche a été menée par l'Internationale de l'Éducation Région Afrique (IERAF) afin de mieux comprendre l'impact de la pandémie sur les systèmes éducatifs, les apprenants, les enseignants et le personnel d'appui à l'éducation sur le continent et de recueillir des exemples de réponses des syndicats et des éducateurs, à la crise. Elle vient en complément à l'enquête<sup>1</sup> menée par l'Internationale de l'Éducation (IE) en mars 2020, sur le plan mondial.

Ce rapport donne un aperçu des résultats de l'enquête et des entretiens approfondis. Le lecteur est encouragé à lire le rapport complet pour des conclusions détaillées. Les données ont été collectées à travers (a) une enquête envoyée à toutes les organisations syndicales africaines membres de l'IE, en août 2020 (avec 54 réponses dans 34 pays); et (b) des entretiens menés avec des dirigeants de syndicats de l'éducation (n = 13).

L'enquête a porté sur un éventail de questions, notamment : le calendrier et les modalités de la réouverture des écoles ; les efforts des gouvernements pour assurer la continuité de l'enseignement et de l'apprentissage pendant la fermeture des écoles et leur efficacité ; l'impact de la pandémie sur les conditions de travail des enseignants ; le degré de collaboration entre les gouvernements et les syndicats de l'éducation; et les mesures prises par les syndicats, en réponse à la pandémie. En complément aux réponses au sondage, les entretiens ont permis de recueillir des données qualitatives supplémentaires sur les mêmes thèmes.

Les principales conclusions de la recherche dans ces cinq domaines sont résumées ci-dessous.

## 1. Réouverture des établissements d'enseignement

Presque tous les répondants ont rapporté que les établissements d'enseignement étaient complètement fermés ou ouverts uniquement pour « certaines catégories d'apprenants ». Seuls 8% des répondants ont indiqué que les écoles étaient entièrement ouvertes et 15% ont indiqué

que les établissements d'enseignement supérieur étaient entièrement ouverts. Les trois quarts des répondants ont indiqué que leur gouvernement avait opté pour une réouverture progressive des écoles, en commençant par les classes d'examen du secondaire.

### Opinion des syndicats sur les processus de réouverture

Les syndicats étaient divisés sur la question de savoir si les établissements d'enseignement devaient rester fermés ou reprendre l'enseignement présentiel. Cinquante-trois (53%) étaient favorables à la fermeture des écoles, tandis que 58% étaient favorables à la fermeture des établissements d'enseignement supérieur. Les entretiens ont révélé que dans certains cas (comme en Namibie et en Afrique du Sud), les gouvernements ont dû changer la date de réouverture des écoles, en raison de l'opposition des syndicats, tandis que dans d'autres cas (comme au Malawi), les syndicats ont appelé à la réouverture immédiate des écoles

tant que des précautions étaient en place pour assurer la sécurité des apprenants et du personnel.

Au moment où certains syndicats jugent adéquates les mesures prises par le gouvernement en vue de la réouverture des établissements d'enseignement (notamment la provision de directives sanitaires, d'équipements de protection personnelle, d'eau et d'assainissement, et de dispositions pour la distanciation sociale), généralement, ces mesures sont davantage perçues comme inadéquates ou très insuffisantes.

## 2. Enseignement et apprentissage

### Assurer la continuité de l'apprentissage

L'enquête a examiné les mesures prises par le gouvernement pour assurer la continuité de l'éducation pendant la fermeture des écoles. La plupart des syndicats (87%) ont indiqué que les apprenants recevaient des programmes par la radio et la télévision ; 32% par des photocopies à emporter et 55% par des moyens en ligne. Cependant, mis ensemble, 21% des personnes

interrogées ont déclaré qu'aucune mesure n'avait été prise par leur gouvernement ou que les écoles et les enseignants étaient censés proposer leurs propres initiatives. L'enseignement en ligne a été signalé comme plus courant dans l'enseignement tertiaire – 75% des syndicats ont indiqué que l'enseignement supérieur se poursuivait en ligne, pendant la fermeture.

### Efficacité de l'enseignement à distance

La plupart des syndicats (83%) ont estimé que l'enseignement à distance dispensé lors de la fermeture des centres d'éducation était inefficace. Certaines personnes interrogées ont souligné que l'enseignement en ligne était principalement destiné aux apprenants privilégiés des villes qui avaient accès aux ordinateurs, à la connectivité internet et à l'énergie électrique, et que peu

d'apprentissage avait lieu pour les apprenants marginalisés, y compris les filles, les handicapés et les apprenants des zones rurales. L'exacerbation des inégalités éducatives déjà existantes était une préoccupation majeure exprimée concernant l'impact général de la COVID-19 sur l'éducation.

### 3. Conditions de travail des enseignants

#### Infections à la COVID-19

Environ la moitié des syndicats ont signalé qu'il y avait des cas de leurs membres et des apprenants qui avaient été infectés par la COVID-19. Le nombre le plus

élevé était de 4 123 cas signalés en Afrique du Sud. Cependant, certains syndicats ont indiqué que dans leur pays, les chiffres d'infection étaient inconnus.

#### Perception de l'impact de l'apprentissage en ligne

Soixante pour cent (60%) des répondants ont déclaré craindre qu'un passage à l'enseignement en ligne entraînerait des pertes d'emplois. Cependant, 34% ont suggéré que l'enseignement en ligne rendrait le

travail des enseignants plus facile et 36% estiment que la pandémie a révélé la nécessité de passer à l'éducation en ligne à l'avenir, et 26% pensent que cela n'aurait aucun effet sur la profession enseignante.

#### Soutien du gouvernement en faveur des enseignants

Les résultats suggèrent que le soutien du gouvernement aux enseignants, durant la pandémie, a été inadéquat. La plupart des syndicats (62%) ont indiqué qu'aucune mesure n'avait été prise pour soutenir les enseignants pendant la pandémie. Seulement 28% ont signalé que les enseignants avaient reçu des opportunités de formation et de développement professionnel. Les entretiens ont montré que de nombreux syndicats considéraient que leurs membres

n'étaient pas préparés à l'enseignement en ligne car ils manquaient d'équipement, d'infrastructure et/ou de connaissances numériques.

Cependant, certains ont signalé d'autres types de soutien reçus. Par exemple, au Gabon, les enseignants ont bénéficié de la gratuité de l'eau et de l'électricité et au Rwanda, le gouvernement a facilité la direction des écoles pour une demande des prêts en banque pour le compte des enseignants.

#### Conditions d'emploi

Les syndicats ont indiqué que les enseignants (à temps plein et vacataires) des écoles privées et ceux sous contrat temporaire, de même que le personnel d'appui à l'éducation avaient été les plus touchés par la pandémie, en termes de conditions d'emploi. Les changements comprenaient des

retards de salaire, des salaires impayés et des pertes d'emplois. Certaines personnes interrogées ont noté que les enseignants des écoles privées avaient été particulièrement touchés par les pertes d'emplois. Certains ont également exprimé des préoccupations concernant l'augmentation de la charge de travail.

### 4. Dialogue social et politique

Les résultats montrent que le dialogue social et politique n'a pas été adéquat. Alors que 10% des personnes interrogées ont indiqué que leur syndicat avait été consulté sur les décisions concernant la fermeture et / ou la réouverture d'écoles et que leurs opinions avaient été prises en compte, 51% ont déclaré que leurs opinions étaient "parfois" prises en compte et 28% ont déclaré que le syndicat n'a pas du tout été consulté. Les entretiens ont révélé que certains syndicats étaient impliqués

dans la prise de décision, par exemple en ayant un représentant dans un comité national de réponse au COVID-19. Certains syndicats ont été consultés au début de la pandémie, mais la consultation a cessé car les réunions physiques sont devenues impossibles. Pendant ce temps, d'autres ont expliqué que leurs gouvernements avaient agi unilatéralement tout au long de la pandémie.

### 5. Action des syndicats

Les résultats de l'enquête ont montré que de nombreux syndicats ont pris des mesures pour soutenir leurs membres pendant la pandémie. Quarante-deux pour cent (92%) ont déclaré s'être lancés dans la sensibilisation de leurs membres, tandis que 72% ont déclaré s'engager dans un dialogue social et politique avec le gouvernement et 38% ont déclaré avoir développé des outils pour leurs membres. Les mesures prises comprenaient, par exemple,

la collecte de fonds pour acheter des produits sanitaires ; le renforcement des capacités pour l'enseignement en ligne ; la négociation pour de nouvelles conventions collectives ; et la collaboration avec les médias pour sensibiliser le public sur la COVID-19.

Sur la base de ces résultats, les principales recommandations suivantes sont formulées :

#### Pour l'Internationale de l'Éducation Afrique :

1. Continuer à mettre en commun les ressources et à encourager les échanges en partageant les meilleures pratiques des syndicats en matière de gestion de l'enseignement et de l'apprentissage pendant la pandémie.
2. Plaider pour que les gouvernements assurent le développement professionnel des enseignants et des éducateurs, dans le secteur numérique
3. Plaider pour la révision des directives internationales existantes pour la gestion de l'enseignement et de l'apprentissage en temps de crise, sur la base des leçons apprises pendant la pandémie COVID-19.

#### Pour la Commission de l'Union Africaine :

1. Incorporer les résultats de cette enquête dans le « cadre DOTSS » de la CUA.<sup>2</sup>

#### Pour les gouvernements africains :

1. Se conformer aux protocoles publiés par l'Organisation Mondiale de la Santé et aux Directives pour la réouverture des écoles publiées par l'Internationale de l'Éducation, le Groupe de Travail des Enseignants, l'UNESCO, l'OIT et d'autres autorités internationales compétentes. La santé et la sécurité des étudiants et des travailleurs de l'éducation devraient être une préoccupation primordiale pour les gouvernements.
2. Prendre des mesures concrètes pour garantir l'équité et l'inclusion, notamment par le renforcement des cadres juridiques et institutionnels, la fourniture de programmes de cantine scolaire et le suivi des enfants non scolarisés.
3. Donner aux enseignants et aux élèves les moyens d'avoir accès aux infrastructures et installations numériques et renforcer les capacités des enseignants dans le domaine de l'enseignement en ligne et à distance. Créer un processus transparent pour l'intégration des technologies dans l'éducation et travailler conjointement avec les syndicats d'enseignants pour déterminer le cours de l'intégration.
4. Renforcer les relations avec les syndicats de l'éducation et les impliquer dans l'élaboration, le suivi et l'évaluation des politiques. Les gouvernements qui ont pris des décisions unilatérales en matière de politique éducative pendant la pandémie doivent d'urgence consulter et écouter les acteurs la profession.
5. Travailler en collaboration avec les syndicats de l'éducation pour trouver des solutions durables aux défis auxquels sont confrontés les enseignants et le personnel de soutien à l'éducation dans l'enseignement privé et ceux des travailleurs de l'éducation sous contrat temporaire ou avec des services de soutien dont les conditions d'emploi sont gravement menacées en cas d'urgence et de pandémie.

2 DOTSS représente: (1) la connectivité numérique des écoles; (2) l'enseignement en ligne; (3) Les enseignants en tant que facilitateurs et motivateur de l'apprentissage; (4) La sécurité en ligne et hors connexion; et (5) l'apprentissage axé sur les compétences. Pour plus d'information, consulter: [https://au.int/sites/default/files/documents/38788-doc-policy\\_guidelines\\_final.pdf](https://au.int/sites/default/files/documents/38788-doc-policy_guidelines_final.pdf)



Education International  
Internationale de l'Éducation  
Internacional de la Educación  
Bildungsinternationale

### Bureau régional IE Afrique

N° 3, Torshie Close, Mempeasem,  
East Legon Extension,  
P.O.Box LGDTD  
10069 Legon, Accra – Ghana  
Tél: + 233 302 501 200  
eirafoffice@ei-ie.org  
<https://regions.ei-ie.org/africa/>

### Siège de l'IE

15 Boulevard Bischoffsheim  
1000 Brussels, Belgium  
Tel +32-2 224 0611  
[headoffice@ei-ie.org](mailto:headoffice@ei-ie.org)  
[www.ei-ie.org](http://www.ei-ie.org)  
[#unite4ed](https://twitter.com/unite4ed)

L'Internationale de l'Éducation représente les organisations d'enseignants et d'employés de l'éducation à travers le monde. Il s'agit de la plus grande fédération syndicale mondiale, représentant 32.5 millions d'employés de l'éducation par le biais de 384 organisations réparties dans 178 pays et territoires à travers le monde. L'Internationale de l'Éducation regroupe tous les enseignants et employés de l'éducation.



This work is licensed under a Creative Commons Attribution-NonCommercial-ShareAlike 4.0 International License. ([CC BY-NC-SA 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/4.0/))